

CAHIER DE TRANSITION JUSTE



Sommaire

ANTICIPER *les impacts sociaux de la transition*

PAGE 10

MAXIMISER *les opportunités de la transition juste*

PAGE 30

IALOGUER *avec les parties prenantes*

PAGE 42

CONTRIBUER *à une transformation systémique*

PAGE 48

Edito

Carine de Boissezon,
Directrice de la Direction Impact

La transition énergétique, qui conditionne l'atteinte de la neutralité carbone, est un impératif auquel aucun acteur ne peut se soustraire. Elle s'inscrit dans un contexte exigeant, où se conjuguent des défis majeurs : sécuriser les approvisionnements, maîtriser les coûts, préserver la compétitivité économique et lutter contre la précarité énergétique. Dans ce paysage complexe, EDF assume pleinement son rôle d'acteur engagé, en inscrivant son action dans une démarche de transition juste, qui conjugue ambition climatique et progrès partagé.

En tant qu'« industrie de l'industrie », EDF occupe une position unique pour faire de la transition énergétique un moteur de souveraineté et de compétitivité. Notre mission est de contribuer à ce mouvement en renforçant la performance des filières industrielles, en agissant pour la résilience des territoires et en soutenant les plus vulnérables. Cet engagement repose sur des valeurs claires : la sûreté de nos installations, le respect absolu de la sécurité et de la santé de nos équipes, la vigilance sur nos chaînes d'approvisionnement et la responsabilité sociale auprès de nos salariés. Mettre l'humain au cœur de notre action signifie associer pleinement nos salariés à cette trajectoire, en leur offrant



les moyens de se former, de se reconversion et de construire leur avenir. C'est là l'expression concrète de notre Raison d'Être : « Construire un avenir énergétique neutre en CO₂ qui conjugue préservation de la planète, bien-être et développement, grâce à l'électricité et à des solutions innovantes ».

La réussite de la transition énergétique ne se mesurera pas uniquement à la réduction de nos émissions de CO₂, mais à notre capacité à en faire un levier de progrès collectif et à être de bons ancêtres pour les générations futures.

Contexte

Dix ans après l'Accord de Paris, la transition énergétique s'impose plus que jamais comme un impératif commun. Elle est désormais reconnue comme un levier essentiel pour répondre à la crise climatique. Pour autant, les avancées restent insuffisantes. L'électrification des usages progresse trop lentement : en Europe par exemple, elle stagne autour de 23%¹ alors que d'après le scénario Net Zéro d'EDF, elle devrait atteindre près de 60% en 2050. Parallèlement, la précarité énergétique demeure une réalité préoccupante, l'adhésion aux politiques de transition s'amenuise et les dynamiques de coopération internationale se fragilisent.

EDF, premier producteur mondial d'électricité sans émission directe² de CO₂, agit comme un opérateur intégré sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Cette position confère au Groupe une responsabilité particulière : contribuer à une transition énergétique soutenable et inclusive, qui associe impératifs climatiques, compétitivité économique, solidarité et souveraineté énergétique.

1. Source Eurostat, *Shedding Light on energy in Europe*, 2025 edition

2. Enerdata, *World ranking of zero direct CO₂ emissions power producers* (2023)

Le groupe EDF est en veille permanente sur les tendances sociétales grâce aux études sociologiques qu'il conduit. C'est notamment la mission du GRETS (Groupe de Recherche Energie Technologie et Société), équipe de recherche pluridisciplinaire en sciences sociales à la Direction R&D.

Depuis sept ans, le groupe EDF mène avec Ipsos BVA l'**Obs'COP (Observatoire international Climat et Opinions Publiques)**. Cette enquête annuelle - réalisée dans 30 pays et sur 5 continents - dresse un état des lieux international des opinions, des connaissances, des attentes et des niveaux d'engagement face au changement climatique. Dans un contexte marqué par le coût de la vie et les tensions géopolitiques, les préoccupations économiques prennent souvent le pas sur les enjeux environnementaux. L'enquête met en lumière une forte attente du grand public envers les entreprises dans la lutte contre le changement climatique.



L'URGENCE CLIMATIQUE CÉDE DU TERRAIN FACE À LA PRÉOCCUPATION ÉCONOMIQUE

Si le changement climatique occupe une place importante dans les sujets de préoccupation dans le monde (4^{ème} place), l'inquiétude qu'il génère marque un recul significatif. La prise de conscience climatique est élevée mais le climato-scepticisme persiste (ainsi 1/3 de la population française n'adhère pas à son origine humaine) et s'accentue même à l'échelle mondiale (+6 points en 6 ans). En France, la chaleur, à travers la hausse des températures et la fréquence accrue des canicules, s'impose comme la manifestation la plus concrète du changement climatique.

En 2025, 73 % des Français déclarent avoir ressenti une canicule, contre 61 % en 2024, faisant de cet épisode le phénomène climatique le plus vécu. La France figure également parmi les pays européens où la température moyenne augmente le plus rapidement, accentuant la vulnérabilité face aux vagues de chaleur. Dans ce contexte, l'intensification des épisodes de canicule met en lumière un enjeu croissant de confort d'été, en particulier pour les ménages en situation de précarité énergétique, plus exposés au phénomène des « bouilloires thermiques* ».

* Le terme « bouilloires thermiques » désigne les logements mal isolés, souvent situés en milieu urbain dense, qui conservent la chaleur du jour et ne se rafraîchissent pas la nuit. Ils deviennent alors invivables lors des vagues de chaleur, notamment pour les occupants les plus vulnérables (personnes âgées, familles modestes, logements sociaux...).

Dans ce contexte, la transition énergétique ne peut réussir qu'à condition de s'inscrire dans le cadre d'un nouveau pacte social. C'est ce qu'expriment les travaux de l'Iddri¹ qui invitent à repenser les grands équilibres entre travail, consommation, démocratie et sécurité et à sortir des injonctions individuelles². Pour EDF, cela signifie inscrire la transition dans une démarche collective, participative et ancrée dans les réalités vécues par les citoyens et les acteurs économiques.

Les entreprises sont désormais évaluées non seulement sur leur empreinte carbone³, mais aussi - et surtout - sur leur contribution à des conditions sociales justes, inclusives et durables.



Parce qu'elle touche aux équilibres profonds de nos sociétés, la transition énergétique est plus qu'une mutation industrielle ; c'est une promesse collective.

1/2. Iddri, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales, « Vers un contrat social du 21^e siècle », juin 2024,

« Vers un pivot majoritaire de l'écologie », 30 juin 2025 (avec Parlons climat)

3. Etude B Lab France 2025, d'après une enquête menée en 2024 dans 10 pays européens



EDF, pionnier de la décarbonation et acteur engagé des territoires depuis 80 ans

En tant que leader mondial de la production d'électricité sans émissions directes de CO₂, grâce à son mix énergétique unique (nucléaire, hydraulique, solaire et éolien), EDF est un acteur clé de la décarbonation de l'économie et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'engagement du Groupe se concrétise par un plan de transition climatique ambitieux visant le Zéro Émission Nette d'ici 2050. Seule une mise en œuvre rapide d'actions d'atténuation conditionnera la réussite d'une transition énergétique juste et durable. Cette démarche renforce la souveraineté énergétique des pays où il opère, tout en intégrant les enjeux environnementaux et sociaux.

ube de ses 80 ans, EDF a déjà expérimenté de nombreuses transitions : la fermeture progressive des centrales thermiques s'est accompagnée de plusieurs marches de reconversion, de soutien à l'économie et de création d'emplois dans des filières d'avenir. Le territoire industriel hydroélectrique de 4 700 entreprises

production d'électricité bas carbone est dès aujourd'hui un puissant levier de développement économique et de création d'emplois locaux. Il génère des dizaines de milliers d'emplois directs, indirects et induits, profondément ancrés dans les territoires et soutenus par un écosystème industriel et technologique diversifié. En France, l'industrie nucléaire représente à elle seule près de 220 000 emplois répartis sur l'ensemble du territoire.

mant une large chaîne de compétences et technologiques. Les activités que soutiennent, quant à elles, près de 500000 indirects et mobilisent plus de 6 200 personnes, représentant près de 80 % des emplois Hydro.

che reflète une conviction profonde : la transition va bien au-delà de la simple gestion des émissions. Elle est un moteur de résilience des territoires et d'emplois et d'identité. Cette logique est pleinement intégrée dans l'architecture RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), qui découle directement de l'Éthique du Groupe.

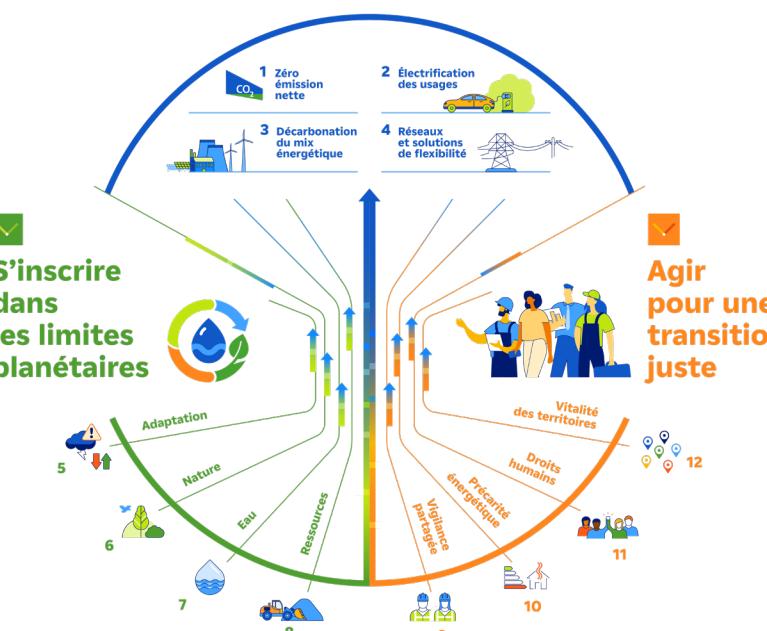
Notre architecture SE

Notre raison d'être :

Construire un avenir énergétique neutre en CO₂ conciliant préservation de la planète, bien-être et développement, grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants.

Pour contribuer au projet d'entreprise Ambitions 2035, **EDF se fixe 3 objectifs et 12 engagements**

Bâtir le système électrique de demain



Notre ambition : être la génération qui fait la transition

La transition sera juste ou ne sera pas

La transition juste repose sur l'ensemble des mesures permettant d'assurer que la transformation vers une économie durable et bas carbone bénéficie à l'ensemble de la population de manière équitable et socialement juste. Elle vise à concilier performance économique, progrès social et protection de l'environnement - une opportunité pour les entreprises de créer une valeur durable et de soutenir des emplois de qualité.

EDF inscrit son action dans la dynamique d'une transition juste, définie par les Principes directeurs de l'Organisation Internationale du Travail (2015), qui visent à assurer la préservation de l'environnement,



POUR ALLER PLUS LOIN : **PLAN DE VIGILANCE 2024** https://www.edf.fr/sites/groupe/files/2025-06/edfgroup_rse_plan-de-vigilance-autonome_2024_fr.pdf
ACCORD MONDIAL RSE https://www.edf.fr/sites/groupe/files/2025-03/edfgroup_accord-rse_2025-2030_vf.pdf

l'écologisation des entreprises, l'insertion sociale et la promotion des emplois verts. Cette démarche s'appuie sur le respect des droits humains et des libertés fondamentales, tels que reconnus par la Charte internationale des Droits de l'Homme de l'ONU, les Principes directeurs de l'OCDE et les conventions fondamentales de l'OIT.

Pour concrétiser cet engagement, EDF mobilise des référentiels externes (comme la *Taskforce on Just Transition for Financial Disclosure - TISFD*) ainsi que des cadres internes structurants, parmi lesquels sa nouvelle architecture RSE, sa politique Groupe RSE, son Accord cadre mondial RSE et son plan de vigilance.

NOTRE PLAN D'ACTION

Le groupe EDF déploie son plan d'action pour une transition inclusive, durable et juste en articulant ses engagements autour de 4 parties prenantes prioritaires : salariés, clients, territoires et fournisseurs.



Dans le cadre de ce plan d'action, des cibles et indicateurs clés de performance ont été définis par partie prenante :

SALARIÉS

LTIR OU LOST TIME INCIDENT RATE

Nombre d'accidents de travail avec arrêt ≥ 1 jour rapporté à un million d'heures travaillées

2024 : 1,6

Objectif :
<1,6 en 2025
<1 en 2030

TAUX DE MIXITÉ

2024 : 26,7 %

Objectif :
40 % de femmes parmi les dirigeants du Groupe fin 2030

CLIENTS

EMISSIONS DE CO₂ ÉVITÉES grâce à la vente de produits et services innovants

2024 : 13,4 MtCO₂

Objectif :
30 MtCO₂ en 2030
45 MtCO₂ en 2035

FOURNISSEURS

POURCENTAGE D'ACHATS AVEC AU MOINS UN LEVIER ENVIRONNEMENTAL^(*)

2024 : 66,4%⁽¹⁾

Objectif :
100% dans les achats du Groupe en 2026

TERRITOIRES ET COMMUNAUTÉS

TAUX ANNUEL DE PROJETS ENGAGÉS⁽²⁾ dans une démarche de dialogue et de concertation

2024 : 100 %

Objectif : 100 %

Ce plan a été conçu en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes, impliquant directement les salariés, les instances de gouvernance et le Conseil de Parties Prenantes. Il s'appuie également sur le dialogue continu qu'EDF entretient avec ses salariés, ses partenaires commerciaux et les territoires où le Groupe est implanté. Sa cohérence et sa pérennité sont assurées par des politiques RSE structurantes qui encadrent la mise en œuvre.

Le premier Rapport de Transition Juste, publié à l'occasion de la COP26 en 2021, posait les jalons de l'ambition. Celui de 2022 marquait le passage à l'action.

Ce troisième rapport reflète une intégration plus profonde de la transition juste dans la gouvernance et le pilotage du Groupe, en lien avec sa stratégie Ambitions 2035.

Des indicateurs d'impact chiffrés permettent de mesurer les engagements pris. Ils complètent le passage en revue des initiatives et actions déployées.

(*) Sur un périmètre d'achats à enjeux, le groupe EDF retient, dans son processus de contractualisation, les éléments les plus engageants pour le Groupe et ses fournisseurs (spécifications techniques, critères de sélection, clauses contractuelles).

1. Périmètre EDF SA qui représente environ la moitié des achats du Groupe

2. Périmètre : projets de plus de 60 millions d'euros examinés en CEGEC (Comité des Engagements du Comité Exécutif Groupe)

ANTICIPER

*les impacts sociaux
de la transition*



NOUS LUTTONS CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE pour atténuer les inégalités

Face à l'intensification des enjeux liés à l'accès à l'énergie et à la précarité, EDF agit aux côtés des acteurs publics et associatifs pour prévenir l'endettement et favoriser un accès équitable à l'énergie. En France, selon le médiateur national de l'énergie, 85 % des français¹ adaptent leurs comportements pour réduire leur consommation d'énergie. Parmi eux, 87 % le font pour des raisons financières. Pour limiter le montant de leur facture, la démarche d'EDF s'articule autour de deux missions complémentaires et indissociables, l'une préventive et l'autre curative à savoir :

- Informer et sensibiliser les clients les plus fragiles pour prévenir les situations difficiles
- Contribuer à réduire les impayés dans le cadre d'un dispositif de protection, par exemple en proposant des délais de paiement assouplis à ceux qui en ont le plus besoin.

Des démarches innovantes complètent ces engagements comme la limitation de puissance, moins brutale qu'une coupure d'électricité, qui remplace depuis 2021 la coupure pour impayés.

Les engagements solidarité du Groupe

Le groupe EDF accompagne les clients en difficulté pour prévenir au mieux la précarité énergétique, qu'il s'agisse de réduire l'endettement (il est, par exemple, le premier contributeur privé, après les collectivités locales, au Fonds Solidarité Logement pour aider les ménages à faire face aux dépenses) ou d'informer et de sensibiliser aux économies d'énergie afin que la facture d'énergie n'aggrave pas les situations de fragilité sociale. Pour aller plus loin dans l'accompagnement à la transition énergétique, EDF finance des Primes Energie pour l'installation de matériel performant comme la pompe à chaleur et soutient des programmes de rénovation ou de construction de logements destinés aux publics en difficulté.

→ En France, 230 experts Solidarité travaillent en étroite coopération avec les services sociaux des territoires et 3 200 partenaires dans le but de favoriser l'accès à l'électricité pour tous.



1.

Baromètre

Energie-Info

2025

2. Cet indicateur, spécifique au groupe EDF, suit le nombre de limitations de puissance évitées par le respect des délais de paiement accordés par EDF à ses clients en difficulté.



UN BAROMÈTRE SOLIDARITÉ POUR MESURER LES ATTENTES ET IDENTIFIER LES AXES D'AMÉLIORATION

L'enquête 2025, menée par l'Ifop et la R&D d'EDF en mars auprès d'un panel de 1 920 partenaires Solidarité, a permis de valider le fait que les conseillers Solidarité d'EDF sont jugés indispensables, investis, à l'écoute et facilement joignables. Selon les résultats, 95 % des partenaires se déclarent satisfaits de l'action d'EDF qui s'inscrit en première place des fournisseurs d'énergie dont la politique est perçue comme utile. Selon 43 % des répondants, la politique d'EDF s'est améliorée au cours des 5 dernières années. Le portail PASS, portail internet permettant de déposer des demandes d'aides en ligne, de suivre leur état d'avancement et d'avoir accès aux actualités Solidarité, est plébiscité même si de fortes attentes émergent autour des évolutions à venir.

Des actions au cœur des régions

Alors que la précarité énergétique a tendance à s'accroître et à concerner de nouvelles populations, EDF soutient des initiatives locales portées par le tissu associatif en partenariat avec ses équipes régionales. Début 2025, la 1^{ère} édition des Trophées EDF Solidarité a permis de mettre en lumière des projets de prévention et de lutte contre la précarité énergétique au cœur des régions. 11 lauréats ont été distingués autour de 5 thèmes cohérents avec les travaux « Précarité Energétique & Innovation Sociale » de la R&D :

- Ensemble pour mieux consommer
- Le numérique contre la précarité énergétique
- Le logement au cœur de l'efficacité énergétique
- A la rencontre des familles en situation de précarité énergétique
- Pour ceux qui ont le plus besoin de nous.

A l'origine de ces Trophées, le constat que de belles initiatives de prévention et de lutte contre la précarité énergétique n'aboutissent pas, faute de financement. Les dotations attribuées, comprises entre 5 000 et 20 000 €, visent à couvrir les investissements et dépenses nécessaires à la réalisation de projets de proximité, ancrés dans les territoires. Elles complètent les financements existants ou accessibles localement.



POUR ALLER PLUS LOIN <https://onpe.org/remise-de-prix-de-la-premiere-edition-des-trophees-edf-solidarite-21-janvier-2025>



CLIENTS

Tour d'horizon d'initiatives de lutte contre la précarité énergétique



14

CAHIER DE TRANSITION JUSTE

-24 %

En 2024, le nombre de plans de paiement accordés sur une base volontaire aux clients résidentiels a diminué de 24,52 % par rapport à 2023.



BELGIQUE

Luminus porte une attention particulière à ses clients les plus fragiles en les aidant à gérer au mieux leur facture d'énergie. Parmi les mesures proposées, la planification des acomptes mensuels au plus près de la facturation réelle et leur adaptation à tout moment pour tenir compte de l'évolution de la consommation. Luminus contacte proactivement ses clients lorsque le montant de la facture annuelle paraît élevé ou inhabituel. Quand un client fait état de difficultés momentanées, Luminus peut lui proposer un échelonnement des paiements avec un plan réaliste qui facilite le respect des échéances. Depuis l'introduction de plans de paiement automatiques en 2020, les clients peuvent aussi en paramétrier un directement sur le site internet de Luminus.



ITALIE

Dans un pays où **2,36 millions de foyers** sont confrontés à la précarité énergétique, Edison accompagne les clients vulnérables en combinant aide immédiate et solutions structurelles à long terme. Avec l'initiative « *Energia in periferia* », développée avec la Fondation Banco dell'Energia, Edison offre à la fois une aide financière et des programmes éducatifs promouvant une utilisation responsable de l'énergie. Ces initiatives ont été déployées dans les quartiers défavorisés de Reggio de Calabre, de Catanzaro ou de Cagliari, en étroite collaboration avec des acteurs sociaux locaux. Pour Edison, l'énergie n'est pas seulement un service fondamental, c'est aussi un moyen de promouvoir l'inclusion sociale.



ROYAUME-UNI

Au Royaume-Uni, EDF a été le premier fournisseur d'énergie à mettre en place un fonds dédié à l'assistance des clients les plus vulnérables. Lors des *Utilities and Telecom Awards* en 2024, l'équipe *Extra Support* a remporté le prix de la meilleure initiative d'aide aux clients vulnérables pour son travail avec SonexFinance.

ALLÈGEMENT DE LA DETTE

Les données 2024 de l'Ofgem, autorité britannique de régulation de l'énergie, indiquent que le niveau d'endettement sur le marché domestique de l'énergie en Grande-Bretagne dépasse 4 milliards de livres sterling. Si les factures d'énergie n'atteignent plus les sommets enregistrés en 2022/23, elles restent toutefois environ 50 % plus élevées qu'avant la crise énergétique. C'est pourquoi EDF Energy a augmenté son financement de l'aide hivernale pour la troisième année consécutive. Durant l'hiver 2024-2025, 29 millions de livres sterling ont été dédiés à l'aide des clients les plus vulnérables, ce qui inclut un programme de compensation de dettes (*Winter Debt Match Funding*) qui a permis d'effacer 1,1 million de livres sterling de dettes en 2023.



TERRITOIRES ULTRAMARINS

Engagé depuis plus de 30 ans dans la lutte contre la précarité énergétique dans l'archipel, EDF Archipel Guadeloupe travaille aux côtés des pouvoirs publics, collectivités territoriales et acteurs sociaux du territoire. Dans la continuité de sa mission de service public, il accompagne les clients et foyers concernés via son pôle Solidarité et son équipe dédiée. Les 3 piliers d'intervention sont les solutions personnalisées (chèque énergie, aides financières comme le Fonds Solidarité Logement (FSL), aides exceptionnelles), la sensibilisation axée sur les économies d'énergie ainsi que l'accompagnement à la maîtrise de la consommation.



3

QUESTIONS À RACHEL GUYET

Directrice du Diplôme des hautes études sur la transition énergétique et gouvernance globale, docteur en sciences politiques et chargée de cours sur le campus de Sciences-Po Dijon



Quelles sont les conditions d'une transition juste ?

Une transition juste ne saurait faire abstraction des inégalités structurelles héritées du modèle fossile. Si l'objectif normatif d'une transition juste fait consensus, sa gouvernance et ses modalités font débat. Une transition équitable exige la reconnaissance des effets différenciés des politiques de transition sur les groupes sociaux, les secteurs et les territoires dont certains sont privés de capacité d'action ou de choix. Elle suppose l'introduction de mécanismes qui anticipent les risques sociaux résultant des changements en cours et assurent une redistribution équitable des coûts et bénéfices. Enfin, une gouvernance concertée et démocratique est indispensable afin que les citoyennes et citoyens soient eux-mêmes porteurs de ces transformations.

La transition énergétique peut-elle être un levier pour lutter contre la précarité énergétique ?

La transition énergétique peut devenir un levier de lutte contre la précarité énergétique si elle s'inscrit dans une approche systémique, intégrée et coordonnée. Phénomène multidimensionnel, la précarité énergétique croise de multiples enjeux (climatiques, sociaux, fiscaux, sanitaires etc.). Le déploiement de dispositifs de rénovation thermique des logements, d'accès aux énergies renouvelables, ainsi que des solutions de mobilité durable et abordable, y compris pour les plus vulnérables, représentent des leviers structurants pour réduire les dépenses contraintes et améliorer le confort. Cependant, accompagnements et financements doivent être durables et ciblés sous peine d'aggraver les inégalités au lieu de les atténuer.

Comment mobiliser plus largement pour une transition énergétique juste et inclusive ?

La transition est souvent portée par des récits anxiogènes liés à l'urgence climatique. Pour élargir la mobilisation, il est essentiel de co-construire des récits collectifs positifs, mobilisateurs, de donner un pouvoir d'agir au plus grand nombre en partageant le diagnostic et en élaborant les solutions concrètes collectivement. Certes, cette approche prend du temps mais elle favorise l'adhésion et la confiance dans le projet dans son ensemble. De nombreuses initiatives citoyennes conciliant justice sociale et transition écologique existent mais sont peu visibles. Les valoriser participerait de cette mobilisation qui suppose par ailleurs de lever les freins d'accès à l'information, à l'éducation, ou à la parole publique grâce à des espaces de dialogue ouverts et inclusifs.

Des partenariats accélérateurs d'innovation sociale

Lutter contre la précarité énergétique nécessite de la coopération, de la persévérance et de l'intelligence collective. C'est dans ce contexte que le groupe EDF a noué un partenariat avec l'ONG internationale Ashoka, présente en France depuis 2004, qui soutient le plus grand réseau mondial d'entrepreneurs sociaux. En rassemblant des expertises complémentaires, ce partenariat vise à trouver des solutions efficaces et durables à la précarité énergétique dans des sociétés comme la France où 10,8 % des citoyens¹ sont touchés par ce fléau. Depuis 2016, EDF travaille avec Ashoka comme tiers de confiance tout au long des coopérations avec les entrepreneurs sociaux identifiés dans son réseau pour répondre aux différentes problématiques.

35 % des Français déclarent avoir souffert du froid au moins pendant 24 heures au cours de l'hiver 2024-2025².

LUTTER CONTRE LA GRANDE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE EN LEVANT LES OBSTACLES À LA RÉNOVATION PERFORMANTE DES FOYERS

En 2022, dans le cadre du partenariat Ashoka, EDF a collaboré avec le Réseau Eco-Habitat pour renforcer son action auprès des ménages en très grande précarité énergétique. Il en ressort une offre d'accompagnement global - social, administratif et technique - en repensant les processus d'identification, de mobilisation des artisans et de financement. EDF est devenu l'un des financeurs du programme CEE « Territoires Zéro Exclusion Énergétique », porté par l'association STOP à l'Exclusion Énergétique. Ce programme vise à lever les freins à la rénovation performante dans 14 territoires, avec un objectif de 3 000 accompagnements d'ici fin 2026 et la formation de 300 enseignants solidaires.



REFORCER L'EFFICACITÉ DES MESSAGES SUR LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE À DESTINATION DES MÉNAGES LES PLUS FRAGILES

En 2024, l'association Voisins Malins a rejoint le partenariat Ashoka-EDF pour y apporter son expertise en matière de communication et de transmission des messages aux ménages les plus fragiles. L'association a animé des ateliers participatifs avec les correspondants Solidarité EDF afin de questionner les outils et d'adapter la sensibilisation des 3 200 partenaires de l'action sociale d'EDF qui accompagnent les familles sur le terrain.

LUTTER CONTRE LE SURENDETTEMENT DES MÉNAGES LES PLUS VULNÉRABLES

En 2025, EDF et Ashoka ont noué un partenariat avec l'association CRÉSUS pour s'attaquer au risque de l'exclusion financière. Il vise à prévenir les situations de surendettement par l'éducation budgétaire et à mieux orienter les personnes concernées vers les bons dispositifs de soutien. En combinant accompagnement humain, innovation sociale et éducation financière, il s'inscrit dans une démarche systémique pour transformer les pratiques, améliorer la résilience financière et *in fine* améliorer l'inclusion sociale.

POUR ALLER PLUS LOIN <https://www.edf.fr/groupe-edf/agir-en-entreprise-responsable/responsabilite-sociale-d-entreprise/agir-pour-une-transition-juste/edf-partenaire-d-ashoka>

1. Source : Observatoire national de la précarité énergétique, 2024
2. Baromètre Energie-Info 2025

NOUS METTONS EN ŒUVRE NOTRE RESPONSABILITÉ SOCIALE pour une transition inclusive

La transition juste met les salariés au centre des enjeux de responsabilité des entreprises. Elle s'appuie sur la définition du travail décent formulée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui vise à garantir à chacun un emploi productif, exercé dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité. Dans cette perspective, la transition juste encourage le développement des compétences, la formation continue et le soutien à l'employabilité, afin d'accompagner durablement les parcours professionnels.

POUR ALLER PLUS LOIN
<https://www.edf.fr/edf-recrute/pourquoi-choisir-edf/bien-etre-au-travail>

Des engagements sociaux structurants

Agir en employeur responsable pour le groupe EDF, c'est non seulement offrir un travail qui assure un revenu équitable, dans un souci permanent de sécurité des personnes, mais aussi soutenir des perspectives de développement égalitaire, d'affirmation individuelle et d'intégration sociale. Conformément à sa Raison d'Être, le Groupe veille au bien-être de ses salariés, en favorisant des conditions de travail épanouissantes et un équilibre durable entre performance collective et épanouissement individuel.

→ Sûreté, sécurité et santé : une priorité absolue

Le Groupe applique les plus hauts niveaux de standard en matière de sûreté des installations, de sécurité et de santé des personnes. Sa priorité est l'ambition du zéro accident qui passe par le respect rigoureux des règles de sécurité et la vigilance partagée. Il met en place des politiques proactives pour



POUR ALLER PLUS LOIN <https://www.engage-and-care.com/fr>



ses salariés et sous-traitants. Chaque nouveau projet fait l'objet d'une analyse approfondie sous l'angle de la sûreté des infrastructures, de la sécurité et de la santé des personnes qui y travaillent, notamment en ce qui concerne la qualité de l'air et la réduction des nuisances sonores, visuelles ou lumineuses.

→ Protection sociale, un socle fondamental

EDF veille à offrir à ses salariés un socle de droits sociaux fondamentaux, incluant l'accès aux soins, la sécurité de revenu, la parentalité, le soutien aux aidants, l'invalidité et la santé mentale. Dans la continuité de cet engagement, EDF a rejoint la coalition *Engage & Care*, qui rassemble une quinzaine de grands groupes internationaux. Cette initiative vise à encourager l'innovation sociale, à partager les bonnes pratiques et à promouvoir des environnements de travail plus justes et durables.



→ Lutte contre le sexisme, un engagement permanent

Le groupe EDF ne tolère aucune forme de violence sur le lieu de travail et mène une politique active de lutte contre toute forme de harcèlement, de discrimination ou de sexisme. Première entreprise labellisée « Entreprise engagée Sexisme pas notre genre », le Groupe participe aux différentes éditions du baromètre #StOpe. En 2025, 132 000 réponses ont été collectées auprès de 19 entreprises et organisations. Avec 38 465 réponses, le groupe EDF a eu la plus forte participation parmi les entités participantes.

QU'EST-CE QUE LE BAROMÈTRE #StOpe ?

Il s'agit d'une enquête initiée par le collectif interentreprises #StOpe (Stop au Sexisme Ordinaire en Entreprise) auquel appartient le groupe EDF depuis sa création en 2018. Conduite tous les deux ans depuis 2021, elle est destinée à mesurer l'ampleur du sexisme ordinaire dans le monde professionnel ainsi que les progrès réalisés.

→ Diversité et inclusion, des actions proactives

Depuis 2014, le Groupe est labellisé GEEIS (*Gender Equality and Diversity for European and International Standard*) qui reconnaît ses actions en faveur de la diversité et de l'égalité professionnelle, déclinées dans des plans

d'action structurés. En tant que signataire de la

Charte

de l'Autre Cercle contre les discriminations

LGBT+

dans le monde professionnel et soutien de

l'association

Energay

qui œuvre en faveur de la

reconnaissance

des droits

des homosexuels

des industries

électriques

et gazières

EDF défend un

environnement de travail inclusif.

Pour

bâtir

des

plans

d'action

spécifiques

Luminus

mène

en Belgique

des enquêtes

annuelles

sur

les sentiments

d'équité et d'inclusion.

Selon

les

données

recueillies

en 2024

le sentiment

d'inclusion

a progressé

de + 3,6 %

en 1 an

pour

s'établir

à 92,8 %.

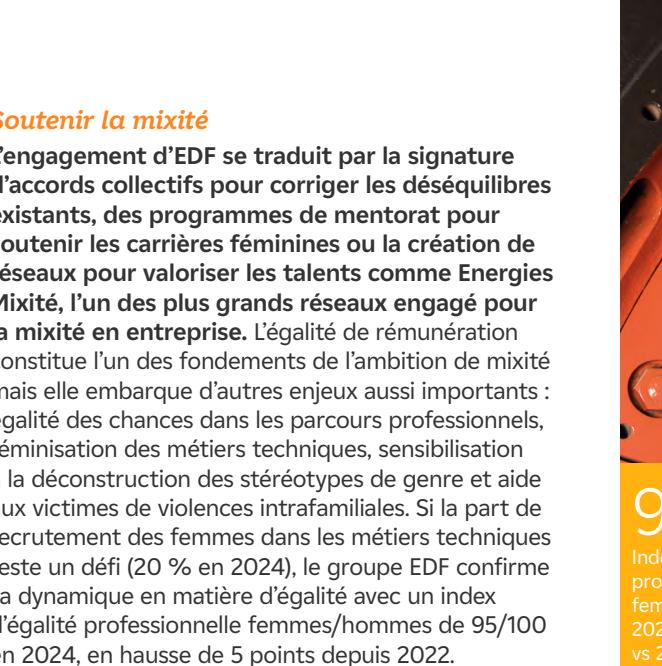
Luminus est affilié au réseau Open@work qui a pour but de créer un environnement de travail toujours plus inclusif pour les personnes LGBTQIA+.

Soutenir la mixité

L'engagement d'EDF se traduit par la signature d'accords collectifs pour corriger les déséquilibres existants, des programmes de mentorat pour soutenir les carrières féminines ou la création de réseaux pour valoriser les talents comme Energies Mixité, l'un des plus grands réseaux engagé pour la mixité en entreprise. L'égalité de rémunération constitue l'un des fondements de l'ambition de mixité mais elle embarque d'autres enjeux aussi importants : égalité des chances dans les parcours professionnels, féminisation des métiers techniques, sensibilisation à la déconstruction des stéréotypes de genre et aide aux victimes de violences intrafamiliales. Si la part de recrutement des femmes dans les métiers techniques reste un défi (20 % en 2024), le groupe EDF confirme sa dynamique en matière d'égalité avec un index d'égalité professionnelle femmes/hommes de 95/100 en 2024, en hausse de 5 points depuis 2022.

ÉNERGIES PLURIELLES

Créé en 2009 par EDF en partenariat avec *Women In Nuclear* (WIN) France, Fem'Energia a pour but de rendre les femmes plus visibles dans ce secteur. Ce prix s'adresse aux lycéennes, aux étudiantes et aux professionnelles en activité pour mettre en lumière des parcours inspirants, susciter des vocations et encourager financièrement les passionnées.

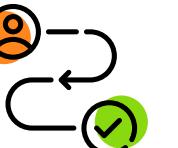


1. Pérимètre Groupe



Employabilité et reconversion : des parcours personnalisés

La transition ne pourra réussir que si elle est sociale et partagée, car elle entraîne des évolutions profondes des métiers et des compétences. Cela suppose d'accompagner les salariés en sécurisant leurs parcours professionnels et en proposant des formations adaptées, afin de leur permettre de s'inscrire durablement dans les nouveaux besoins économiques et sociaux. Le groupe EDF investit dans la formation et la professionnalisation pour développer les compétences. En 2024, 664 millions d'euros¹ ont été dépensés et 7,9 millions heures de formation¹ ont été dispensées. En cas de fermeture de sites, les salariés sont accompagnés pour leur permettre de poursuivre leur parcours professionnel au sein de l'entreprise. L'objectif est de prendre en compte leur situation individuelle et de construire avec eux un projet professionnel conciliant aspirations personnelles et besoins de l'entreprise. Fort de son expérience dans la fermeture de près de 34 centrales thermiques en France depuis 1982, le Groupe anticipe le redéploiement des salariés des deux dernières unités du parc thermique de Cordemais qui devrait fermer en 2027. Des accompagnements individuels sont proposés avec des formations leur permettant de retrouver un emploi.



11000

mobilités chaque année au sein d'EDF SA (et plus de 1 000 mobilités entre les entreprises du Groupe)

41,4

heures de formation par salarié¹, en moyenne en 2024 (+3,4 heures versus 2022)



LES SOUDEURS DE HAUT VOL

Fondée en 2021 par des industriels pour des industriels, l'école HEFAIS forme chaque année près de 200 soudeurs pour les filières nucléaire et navale. Ce métier très recherché offre une forte employabilité. L'école, implantée dans le Cotentin à proximité d'un bassin d'emploi dynamique, est ouverte aux demandeurs d'emplois et aux salariés de la métallurgie désireux de se perfectionner ou de se reconversion.

1. Pérимètre Groupe

En France et à l'international, les salariés d'EDF s'impliquent auprès de la société civile pour accompagner les transitions énergétiques et sociales. EDF encourage et soutient ces engagements, qu'ils prennent la forme de bénévolat, de mentorat ou de dons financiers.



Plus de 2 600 projets ont vu le jour en 10 ans ramenant vers l'emploi des personnes en grande précarité et une part croissante de réfugiés.

Sur le terrain, nos salariés démultiplient notre engagement sociétal

Agir pour l'emploi

Favoriser l'insertion socio-professionnelle des personnes fragilisées, c'est depuis 30 ans la mission du Fonds Agir pour l'Emploi du groupe EDF qui soutient des structures sociales et solidaires créatrices d'emplois. Grâce aux dons des salariés et retraités, abondés par le Groupe, plus de 2 000 emplois en moyenne sont créés ou consolidés chaque année dans des domaines variés comme la création de TPE ou des projets d'économie sociale et solidaire. Au-delà du soutien financier, une trentaine de retraités s'impliquent bénévolement dans son pilotage et dans l'instruction des demandes de soutien. Porté par l'engagement conjoint des entreprises du groupe EDF, des salariés et retraités, des organisations syndicales, le FAPE représente un levier original de solidarité.



Contribuer à la réduction des fractures dans la société

Le groupe EDF s'engage dans la durée aux côtés des associations. Grâce à sa Fondation, dotée annuellement de 10 millions d'euros, il accompagne près de 350 projets en France et à l'international, dans les 10 pays où il est présent. Avec son mandat Eclairons les Avenir, la Fondation agit pour la transition écologique et sociale en cohérence avec la Raison d'Être du Groupe. Dans un monde où trop de personnes peinent à trouver leur place dans la société, elle œuvre pour l'égalité des chances en accompagnant l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et des adultes en difficulté. Afin d'accompagner les associations dans la redirection écologique de leurs activités, elle leur apporte des soutiens spécifiques pour intégrer les enjeux environnementaux dans leur stratégie. Les salariés peuvent s'investir en mentorat auprès des associations soutenues et intervenir en instruction et réalisation de projet à l'international.



EDF GénérAction, association loi 1901 créée en 2025, soutient et valorise l'engagement des salariés du Groupe auprès de la société civile comme le Téléthon pour lequel le Groupe s'investit chaque année. L'objectif est d'engager 10 000 salariés par an.



FONDATION GROUPE EDF, LES DONS POUR FAIRE FACE À DES ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES MAJEURS

Le risque cyclonique fait partie des effets déjà perceptibles du changement climatique, avec des cyclones de puissance inhabituelle qui impactent les populations et les activités économiques. Dès les premiers jours suivant le passage du cyclone à Mayotte en décembre 2024, le groupe EDF s'est mobilisé humainement et matériellement pour le rétablissement de l'accès à l'électricité, en étroite coopération avec les acteurs locaux et les pouvoirs publics. Les salariés du groupe EDF ont pu soutenir, grâce à leurs dons abondés par la Fondation, deux associations locales. Les 290 000 euros ainsi collectés ont notamment contribué à la reconstruction d'établissements éducatifs qui accueillent des jeunes défavorisés issus des bidonvilles.

FONDATION EOS, LE VOLONTARIAT AU SERVICE DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS

En Italie, la Fondation EOS - Edison Orizzonte Sociale - encourage la participation des salariés à des initiatives de bénévolat. Entre 2022 et 2024, 1 100 personnes de la communauté Edison ont participé à plus de 30 projets dans 6 régions d'Italie. Ces projets visent à améliorer la qualité de vie des personnes vulnérables et à favoriser le bien-être et l'éducation des jeunes, notamment à travers la participation culturelle, le sport ou la régénération urbaine. En mettant l'accent sur les nouvelles générations l'objectif est de construire avec elles un avenir plus équitable et durable pour que personne ne soit laissé pour compte.



NOUS ŒUVRONS pour la résilience des territoires

En étroite collaboration avec les citoyens et les pouvoirs publics, le groupe EDF contribue activement au développement économique et social des territoires français où il intervient.

- Par l'impôt avec un versement annuel de 1 milliard d'euros d'impôts locaux au bénéfice des collectivités
- Par l'emploi avec une contribution positive à l'emploi direct et indirect local.

1 000
millions d'euros d'impôts locaux payés en France (+ 250 millions versus 2023)

4,8
emplois locaux soutenus en France par un emploi direct EDF (+ 0,7 versus 2022)



Partager les dynamiques avec les territoires

Le groupe EDF favorise la concertation autour de ses projets pour faciliter leur insertion sur les territoires. Afin d'accompagner le projet de construction de deux réacteurs EPR2 sur le site de Penly, une démarche Grand Chantier a été mise en place en 2023. Elle vise à préparer le territoire tant sur le plan des aménagements (infrastructures, logements...) que sur celui du recrutement et de la formation, dans une perspective de cohésion territoriale. L'Etat, les collectivités, EDF et les partenaires du Grand Chantier ont par ailleurs co-signé un projet de territoire traduisant leur ambition partagée au service du développement économique local.



Chantier de construction de deux réacteurs EPR2 à Penly

En cas de fermeture de sites, la création de nouvelles activités locales est étudiée pour continuer à soutenir l'emploi et l'économie locale. À Aramon, centrale thermique à charbon fermée en 2015, le programme de reconversion économique a permis la création de l'association CleanTech Vallée. Au service de l'économie locale et de la transition écologique, elle a fait naître un écosystème d'innovation verte qui a déjà créé 38 emplois à forte valeur ajoutée dans des filières d'avenir.



Accélérer l'adaptation des territoires aux transitions

Les villes et les zones urbaines du monde entier représentent plus de 60 %¹ de la consommation d'énergie et sont les caisses de résonance du changement climatique. Leur adaptation passe par une stratégie globale de transitions, au-delà des enjeux évidents liés à l'énergie et à l'environnement. En apportant aux acteurs locaux ses savoir-faire et des solutions personnalisées, le groupe EDF les accompagne à relever les défis énergétiques et sociaux en vue de créer des villes durables.



RESPONSE : DIJON, LABORATOIRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SOLIDAIRE

Et si demain les villes avaient la possibilité de diminuer leurs émissions de carbone en produisant localement de l'énergie ? Le projet européen RESPONSE (integRatEd Solutions for PPositive eNergy and reSilient citiEs), piloté par Dijon Métropole avec le soutien du groupe EDF, incarne une avancée majeure vers la neutralité carbone. Dans le quartier populaire de Fontaine d'Ouche, marqué par des taux élevés de précarité, RESPONSE transforme 618 logements et 24 bâtiments publics en îlots à énergie positive, grâce à plus de

4 500 panneaux solaires, un réseau de chaleur alimenté à 83 % par des énergies renouvelables et un système intelligent de gestion de l'énergie. Cette démarche innovante permet une réduction de 75 % des émissions de CO₂ et jusqu'à 38 % d'économies d'énergie finale, tout en impliquant 1 100 habitants dans une dynamique d'autoconsommation collective - la plus vaste jamais réalisée en France en milieu urbain. Les locataires bénéficient ainsi de la rénovation de leur quartier et d'une baisse de leurs charges.

Anticiper les impacts sociaux de la transition

1. Source Climate Promise, PNUD, « Les villes ont un rôle crucial à jouer dans le changement climatique », Juin 2024

Contribuer au développement socio-économique dans les zones vulnérables
Pour améliorer l'accès à l'énergie dans les zones rurales et isolées, notamment en Afrique et en Asie, EDF met ses savoir-faire au profit de projets d'électrification *off-grid*¹ (hors réseau). Ces projets, qui reposent sur des panneaux solaires et des batteries, permettent de répondre aux besoins énergétiques de base des populations non raccordées au réseau électrique, essentiellement les particuliers et les très petites entreprises. À mi-2025, ces projets permettent à plus de 1 million de personnes de bénéficier d'un accès à une électrification bas carbone via l'*off-grid*. Des services de pompes solaires sont également proposés. Ils permettent aux petits exploitants agricoles d'irriguer leurs terres en utilisant une énergie durable, dans un contexte où seulement 6 % des terres arables en Afrique sont irriguées.



1. Production autonome déconnectée du réseau par le biais d'installation de kits solaires

« Les entreprises de demain seront celles qui se positionnent, aujourd'hui, comme acteur plutôt que comme spectateur d'une économie qui place en son cœur l'être humain et la planète. »

Elsa Savourey

Experte juridique indépendante,
Membre du Conseil de Parties
Prenantes du groupe EDF.

Identifier les impacts des projets

Tout au long de la vie d'un projet, du développement à l'exploitation, des études d'impact sont réalisées. Elles identifient les principaux risques environnementaux et sociaux (E&S) dont le volet des droits humains, en cohérence avec les Principes de l'Équateur. Dans l'optique de mieux prendre en compte les attentes des territoires et d'impliquer les communautés locales, un dialogue est initié le plus en amont possible. Une attention particulière est portée aux groupes susceptibles d'être particulièrement vulnérables ou marginalisés. Pour chaque projet ayant un impact significatif sur les territoires et l'environnement, des dispositifs de recueils d'avis et de traitement des plaintes, alertes et réclamations sont mis en place.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les Principes de l'Équateur (PE) offrent un cadre de gestion des risques liés au développement durable pour les projets financés par les institutions financières. Ils leur permettent d'évaluer et de gérer les incidences et les risques environnementaux et sociaux des projets avant et pendant la durée de vie.

100%
des projets du Groupe respectent les principes de l'Équateur en 2024 (comme en 2023 et 2022).



DONNER LA PAROLE AUX COMMUNAUTÉS AFFECTÉES

Au Malawi, le consortium mené par EDF développe un projet de centrale hydroélectrique. Depuis le début, le projet Mpatamanga dispose d'un mécanisme de gestion des requêtes, plaintes et recueil des questions. À ce jour, 35 plaintes ont été reçues, 32 sont déjà résolues et 3 sont en cours de traitement.

Projet Mpatamanga, Malawi.



NOUS EXERÇONS NOTRE DEVOIR DE VIGILANCE *tout au long de notre chaîne de valeur*

La démarche d'achats responsables est au cœur de la responsabilité sociétale et environnementale du Groupe. Les fournisseurs et sous-traitants s'engagent à respecter et à faire respecter les engagements d'EDF regroupés dans le référentiel devoir de vigilance : respect des droits humains et des libertés fondamentales, exigences de santé et sécurité, réduction de l'empreinte environnementale, culture de l'intégrité.

Créer un cadre de confiance exigeant

Leur adhésion au Code de Conduite et à ses règles éthiques incontournables est une condition préalable à toute relation commerciale. Durant tout le cycle de vie de l'achat, les fournisseurs peuvent être audités afin de vérifier leur conformité aux engagements du Groupe. Une attention particulière est notamment portée à l'approvisionnement en combustible, pour s'assurer des bonnes conditions sociales, sociétales et

environnementales, de l'extraction au traitement. Dans une perspective d'amélioration continue, la Direction Achats Groupe interroge annuellement ses fournisseurs sur leur perception et leur retour d'expérience. C'est la base de relations partenariales équilibrées, certifiées par l'obtention du label « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » depuis 2015.

DES CADRES RIGOUREUX D'ACHAT

En Belgique, la plateforme d'achat de Luminus prévoit des critères de sélection spécifiques selon les appels d'offres, dont des critères RSE comme les émissions carbone. Luminus a également mis en place une « charte verte » à observer par les sous-traitants en charge de la construction de parcs éoliens pour minimiser l'impact sur la biodiversité. Cette charte, testée sur le site en construction de Liernu en 2023, a depuis lors été intégrée au cahier des charges et généralisée à l'ensemble des chantiers en 2024.



Accompagner les PME dans leur développement

EDF s'attache à développer localement ses chaînes d'approvisionnement, notamment en sous-traitant à un large éventail de PME. En 2021, le Groupe a ainsi lancé une émission d'obligations sociales¹ cohérente avec sa stratégie RSE de développement territorial responsable et de développement des filières industrielles. Au Royaume-Uni, EDF Energy a augmenté ses dépenses auprès des PME, avec plus de 1,5 milliard de livres sterling dépensé auprès de 2 506 PME en 2023, qui représentent 68% de l'ensemble des fournisseurs.

« TPE POUR DEMAIN », LE PROGRAMME RSE D'ENEDIS POUR SES PARTENAIRES

Aujourd'hui, de nombreux acteurs économiques intègrent des critères RSE dans leurs appels d'offres. En participant volontairement au programme « TPE pour demain » déployé par Enedis², les TPE maximisent leur chance de les remporter. Le programme permet aux petites entreprises de développer et d'améliorer leur stratégie RSE en l'évaluant puis en élaborant un plan d'action qui fait l'objet d'un accompagnement personnalisé par un conseiller Enedis.



POUR ALLER PLUS LOIN
<https://www.enedis.fr/sengager-pour-le-collectif/accompagner-la-transition-des-tpe-pme>



UNE ALLIANCE POUR LA DÉCARBONATION DE L'ÉCONOMIE

Le groupe EDF participe activement, depuis 2005, aux travaux de l'association Pacte PME qui a pour mission de faciliter le développement des PME et leurs interactions avec les grandes entreprises. En 2023, le Groupe a poursuivi son engagement en signant l'Alliance Pacte PME. Cette alliance novatrice a été créée pour accélérer la décarbonation des PME. Au service de leur compétitivité, elle propose un parcours complet de décarbonation, du bilan carbone à la mise en place de solutions pour réduire les émissions avec le soutien des grandes entreprises et des experts climat membres de l'Alliance.

1. Les obligations sociales sont utilisées pour financer ou refinancer des projets qui atténuent des problèmes sociaux spécifiques et cherchent à promouvoir des résultats sociaux positifs.

2. Dans le strict respect de l'indépendance des filiales régulées.

MAXI- MISER

*les opportunités
de la transition juste*



NOUS ACCOMPAGNONS NOS CLIENTS dans la décarbonation

Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris implique de basculer des énergies fossiles vers des énergies bas carbone grâce à un mix de production qui s'appuie sur un socle nucléaire, complété par l'hydroélectricité et les renouvelables tout en promouvant des solutions d'efficacité énergétique et des efforts de sobriété. Fort du constat que la décarbonation ne progresse pas assez vite, le groupe EDF se mobilise pour convaincre ses clients de passer à l'électrique. C'est aujourd'hui le moyen le plus efficace pour réduire les émissions de CO₂ mais aussi pour renforcer le pouvoir d'achat, l'économie locale et la souveraineté énergétique.

Soutenir la compétitivité des industriels sur le long terme

Entre fin 2023 et octobre 2025, plus de 14 800 contrats ont été signés avec des clients B2B, dont 60 % dans l'industrie. En 2025, le groupe EDF a noué des partenariats de long terme, sous la forme de Contrats d'Allocation de Production Nucléaire adossés au parc nucléaire en exploitation, qui offrent des prix stables aux industriels. Parmi les secteurs concernés :

- La chimie (Arkema et Kem One)
- La métallurgie (Aluminium Dunkerque et Marcegaglia)
- Les matériaux de construction (Lafarge).

Les solutions d'électrification des usages sont disponibles

- Dans le bâtiment, les pompes à chaleur réduisent la facture annuelle de chauffage jusqu'à 40 %¹.
- Dans les transports, un véhicule électrique permet d'économiser à l'usage jusqu'à 1 600 € par an².
- Dans l'industrie, plus de 80 % des procédés sont électrifiables avec les technologies actuelles.



DES ENGAGEMENTS SUR LE LONG TERME AVEC LES CLIENTS ELECTRO-INTENSIFS

En juillet 2025, EDF et Aluminium Dunkerque, le plus grand consommateur d'électricité en France confirmaient leur protocole d'accord pour un contrat d'approvisionnement en électricité sur 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2026. Il s'inscrit dans une démarche équitable de partage des risques et des bénéfices. Aluminium Dunkerque accélère sa trajectoire de décarbonation avec un contrat adapté à son profil de grand consommateur qui lui permet de sécuriser son approvisionnement énergétique bas carbone, de renforcer ses capacités de production et de développer l'emploi local. EDF, quant à lui, sécurise la demande pour son parc de production et réduit les risques de fluctuation de ses revenus sur le marché de gros de l'électricité.

1. Source : EDF R&D 2025.

2. Source : Etude BCG, Sept 2025



L'ÉLECTRICITÉ BAS CARBONE, UN ATOUT CLÉ POUR LES ACTEURS DU NUMÉRIQUE

Data4, opérateur européen de centres de données, a signé en 2025 avec EDF un Contrat d'Allocation de Production Nucléaire d'une durée de douze ans. Avec ce partenariat, Data4 s'engage à opérer de manière plus durable tout en poursuivant sa stratégie de croissance grâce à cet approvisionnement en électricité compétitive.

Des solutions pour maîtriser la consommation énergétique

Pour tous, la transition énergétique implique de consommer moins et de consommer mieux.

6 200 conseillers EDF implantés en France conseillent les clients sur les évolutions réglementaires et les offres dédiées. Qu'il s'agisse des clients d'affaires TPE, éligibles depuis février 2025 au tarif réglementé de vente, ou des clients particuliers, désormais libres de choisir un contrat en fonction de leurs attentes, chacun peut s'engager dans une démarche plus responsable. Le contrat « Vert Electrique », par exemple, permet de financer des moyens de production d'énergies renouvelables.

Le groupe EDF soutient les efforts d'optimisation énergétique de ses clients avec des offres incitatives de sobriété comme les contrats d'effacement pour les industriels et les particuliers qui pallient les pics de demande. Des solutions innovantes viennent compléter cette démarche :

→ Sur le marché des clients B2B

Pour les sites à enjeux industriels, Dalkia Analytics offre un service de pilotage de la performance énergétique et environnementale qui permet d'identifier des opportunités d'économie d'énergie grâce à l'intelligence artificielle.

→ Sur le marché des clients B2C

Des outils de suivi de consommation en temps réel comme la plateforme *Right Track* au Royaume-Uni, l'application EDF&Moi ou le service Info Watt en France pour les bénéficiaires du chèque énergie, permettent d'identifier les appareils et habitudes de consommation les plus énergivores. En adaptant leurs usages, les clients réalisent des économies. En Belgique, l'application My Luminus permet au client de suivre sa consommation, de la comparer avec celle d'autres consommateurs et d'adapter le montant de son acompte mensuel. La satisfaction vis-à-vis de ce service est en hausse : 83 % des clients en 2024 ont préféré utiliser cet outil digital en libre-service plutôt que les canaux de contact traditionnels.



Des offres personnalisées au service de l'efficacité énergétique

L'accompagnement d'EDF inclut des offres de travaux de rénovation énergétique tels que l'isolation ou la mise en place de solutions de chauffage décarbonées. Pour être pertinentes, les actions sont déclinées en fonction des usages et enjeux locaux. Les territoires ultramarins et la Corse bénéficient d'Agir Plus, un dispositif d'aides financières pour la réalisation de travaux d'économie d'énergie ou l'installation d'équipements performants adaptés au climat. Au Royaume-Uni, EDF Energy participe pour la deuxième année consécutive à l'initiative *Energy Doctor*, programme d'aide pour les clients en situation de précarité énergétique des quartiers défavorisés de l'est de Londres leur permettant de bénéficier de conseils et d'une évaluation pour améliorer l'efficacité énergétique de leur logement.

9/10

clients sont satisfaits de leur relation avec les conseillers EDF

2 449 413

contrats électriques « Vert »² en 2024 (+ 68 057 par rapport à 2023)

1. Source : Étude Sat'Contacts FO : mesure de la satisfaction à chaud, le lendemain de l'appel client. Résultats sur 462 464 clients répondants de janvier 2024 à juin 2024.

2. Périmètre : France

NOUS CONSTRUISONS DES PARCOURS ATTRACTIFS pour attirer vers les métiers de la transition énergétique

Les métiers de la transition énergétique vont devoir recruter plusieurs centaines de milliers de personnes en France dans les 10 années à venir, dont 10 000 personnes par an dans la seule filière nucléaire. Des métiers se transforment, d'autres émergent, créant des opportunités de réinventer les métiers et les pratiques.

9 400

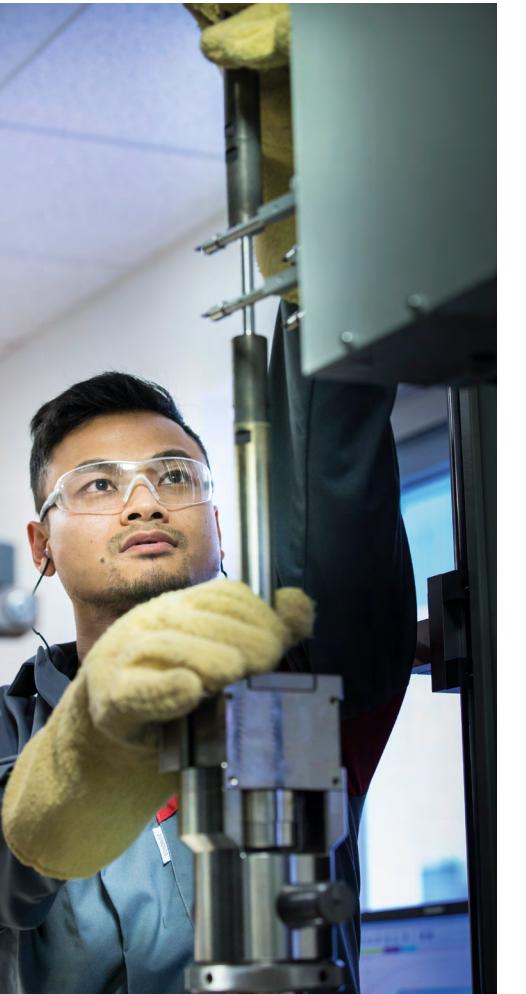
recrutements dans les métiers du nucléaire en France sur la période 2025-2027

Le nucléaire, une filière d'avenir

Face aux enjeux de souveraineté énergétique, de compétitivité et de lutte contre le dérèglement climatique, l'énergie nucléaire constitue un atout majeur. Dans le monde et en Europe, le nucléaire vit une renaissance. En France, l'Etat et les acteurs de la filière accompagnent cette relance par le Contrat stratégique de la filière nucléaire 2025-2028 qui vise à structurer une filière robuste autour de 4 axes :

- Performance industrielle
- Attractivité
- Innovation
- Transition écologique.

Au cœur de cette dynamique, le groupe EDF accélère le développement de nouveaux réacteurs avec différentes technologies et puissances. Pour être au rendez-vous du nouveau nucléaire et notamment de la construction des 6 réacteurs EPR2, sa politique RH poursuit un double enjeu : sécuriser les compétences et attirer de nouveaux talents.



Une opportunité pour l'emploi

Au regard des volumes de recrutements et de l'attractivité encore trop faible des métiers de l'industrie, le groupe EDF renforce sa coordination avec les acteurs du secteur. L'Université des Métiers du Nucléaire (UMN), créée en 2021, soutient le développement de la filière via des actions locales et un portail dédié. La filière nucléaire offre des perspectives majeures d'emploi et de carrière : EDF a recruté environ 4 500 personnes en France en 2024 dans les métiers du nucléaire. Le Groupe se mobilise aussi pour accompagner les alternants afin qu'ils postulent après leur étude sur des emplois dans l'industrie. En 2024, 9 600 alternants étaient intégrés dans les équipes EDF en France.

FORMER SUR LES ENJEUX DE DURABILITÉ

Pour jouer pleinement son rôle dans la transition énergétique, le groupe EDF peut compter sur l'engagement de ses salariés. Des formations sont accessibles pour leur permettre de monter en compétence sur les sujets RSE. Avec l'offre 100 % digitale « Engagés pour la planète », des parcours spécifiques par métier sont proposés en libre accès sur des sujets tels que le climat ou la biodiversité. Autre exemple, le parcours Environnement & Société (E&S) créé en 2021 qui permet aux salariés expérimentés dans les domaines environnementaux et sociétaux de continuer à se former sur ces sujets. Le but : professionnaliser une communauté d'experts pour qu'ils incarnent l'ambition RSE du Groupe dans le quotidien de leur activité.

90 000

salariés sensibilisés dans le cadre de la Fresque du Climat, à la fin 2024

3 664

salariés formés à la durabilité en 2024



Attirer vers les métiers de demain

En 2024, le groupe EDF a recruté 16 700 personnes dans la production nucléaire mais aussi dans les services énergétiques et les énergies renouvelables. Scientifiques ou techniques, les métiers de demain liés à la transition énergétique offrent des opportunités variées de carrières et des perspectives d'évolution tournées vers l'avenir. Parmi les actions menées par le groupe EDF : des partenariats avec l'Education nationale sur la formation initiale, l'engagement au côté de l'enseignement professionnel pour promouvoir les métiers de la transition énergétique et des initiatives spécifiques en faveur de la féminisation des professions.

CONSTRUIRE LA NOUVELLE FRANCE ÉLECTRIQUE

Enedis¹ s'est associé aux acteurs de la filière des réseaux électriques pour créer « Les Ecoles des réseaux pour la transition énergétique » qui visent à former les jeunes et les personnes en reconversion aux métiers de la transition énergétique afin de répondre à un besoin massif de recrutements en nouvelles compétences. Sur tout le territoire, elle développe des partenariats avec les lycées professionnels et les acteurs de la formation continue. Des choix d'avenir.



WOMEN'S ENERGY IN TRANSITION

En 2018, Dalkia prenait l'initiative de créer le prix *Women's Energy in Transition (WEIT)* pour valoriser les talents féminins qui s'engagent dans les métiers scientifiques et techniques et font le choix de la transition énergétique. Les femmes ont un rôle à jouer pour offrir un monde vivable aux générations futures. Le prix WEIT est là pour le rappeler avec la mise en lumière de parcours inspirants et un soutien financier. Promouvoir l'égalité des genres et préserver les ressources : deux combats au service d'une vision durable de la société.

1. Dans le strict respect de l'indépendance des filiales régulées.

« La transition vers une économie résiliente et sobre en carbone représente une opportunité de transformation pour les entreprises du monde entier. Une transition juste peut permettre aux entreprises de concilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux dans leurs stratégies pour stimuler la croissance, créer de la valeur et des emplois décents, tout en protégeant l'environnement et en restant ou en devenant compétitives. »

Moustapha Kamal Gueye
Directeur, Programme d'action prioritaire sur les transitions justes, Organisation Internationale du Travail (OIT)
Membre du Conseil de Parties Prenantes du groupe EDF.



NOTRE ANCORAGE LOCAL soutient la dynamique de transition durable des territoires

Au regard des disparités économiques, sociales et environnementales locales, la transition énergétique et industrielle affecte différemment les territoires. Pour être juste, elle doit tirer parti des atouts de chacun afin de créer de nouvelles opportunités. Ce qui signifie, pour un acteur du territoire comme EDF, non seulement soutenir des projets revitalisants mais aussi intégrer les communautés dans un projet commun.

Depuis 2022, Hydro Alpes apporte son soutien à Rhizomex jeune entreprise spécialisée dans l'élimination de la Renouée du Japon, une plante exotique envahissante.



Travailler en écosystème

La participation d'EDF au développement territorial ne se limite pas à un engagement sociétal et environnemental. Elle s'inscrit dans une approche intégrée de Responsabilité Territoriale des Entreprises pour créer de la valeur partagée et durable avec les habitants.

→ En contribuant à l'emploi local

EDF Hydro est historiquement impliquée en faveur d'un développement durable et partagé, au bénéfice des territoires où elle est présente - une dynamique renforcée ces dernières années par plusieurs démarches.

Dans de nombreux territoires montagnards et ruraux, les équipes d'EDF Hydro se mobilisent auprès des acteurs locaux pour faciliter l'accès des TPE-PME à ses marchés. Grâce à la mise en place du fonds d'investissement « Une Rivière Un Territoire Financement » en 2012, EDF Hydro contribue également à la création ou la préservation de plusieurs centaines d'emplois dans les territoires en finançant la croissance d'entreprises locales.

→ En soutenant la vitalité socio-économique des territoires

Selon une étude de l'Insee de 2022, ce sont 14 800 personnes qui vivent de l'activité nucléaire en région Nouvelle-Aquitaine. Les 2 centrales nucléaires du Blayais et de Civaux génèrent 5 610 emplois dont 2 420 emplois directs, 1 570 emplois indirects et 1 620 emplois induits.

Au Royaume-Uni, on estime que le programme nucléaire d'Hinkley Point C génère 26 000 emplois directs et indirects dans le pays.

Localement, ce sont :

- 5,3 milliards de livres sterling qui ont été dépensés auprès d'entreprises locales
- 17 millions de livres sterling qui soutiennent les projets locaux via le *Community Fund*
- 24 millions de livres sterling qui sont investis pour l'éducation et le développement des compétences
- 7 400 jeunes qui ont été formés dans l'un des programmes de sciences, technologie et ingénierie en 2023.

Chaque livre dépensée génère 2,3 livres sterling supplémentaires de valeur.

→ En promouvant les énergies renouvelables

La transition énergétique peut être l'opportunité de donner une seconde vie à des sites industriels. La centrale de Porcheville, entièrement fermée depuis 2017, est le symbole réussi de la conservation de la vocation énergétique d'un site et de son passage aux énergies décarbonées. Elle accueillera en effet prochainement une ferme photovoltaïque de 10 000 panneaux et le plus grand site de stockage d'électricité par batteries en Ile-de-France.

→ En adoptant un modèle régénératif

Le design régénératif permet de créer un impact positif sur les territoires d'anciennes infrastructures.

Sur le site de Petite Hydro à Brides-les-Bains, EDF travaille à projeter des avenir possibles dans le cadre de son programme d'innovation EDF Pulse Design. Il explore la valorisation du site par la redynamisation de la biodiversité, la régénération sociale avec la création de logements pour les travailleurs locaux et d'un local associatif, ainsi que l'utilisation de la chaleur fatale de l'usine pour chauffer les habitations installées dans le bâtiment usine. Son principe ? Mettre en symbiose les industries en transformant les déchets des uns en ressources pour les autres et créer un écosystème local vertueux, efficace et résilient, grâce aux infrastructures d'échanges. Valoriser 1,3 TWh de chaleur fatale permettrait d'éviter 43 000 tonnes de CO₂ par an et d'économiser 1,5 million de m³ d'eau.

Coulée verte du Paillon, Ville de Nice - ST/LM - © AXYZ pour Alexandre Chemetoff & associés, Carriho da Graça arquitectos



Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire

Avec la limitation des ressources planétaires, c'est

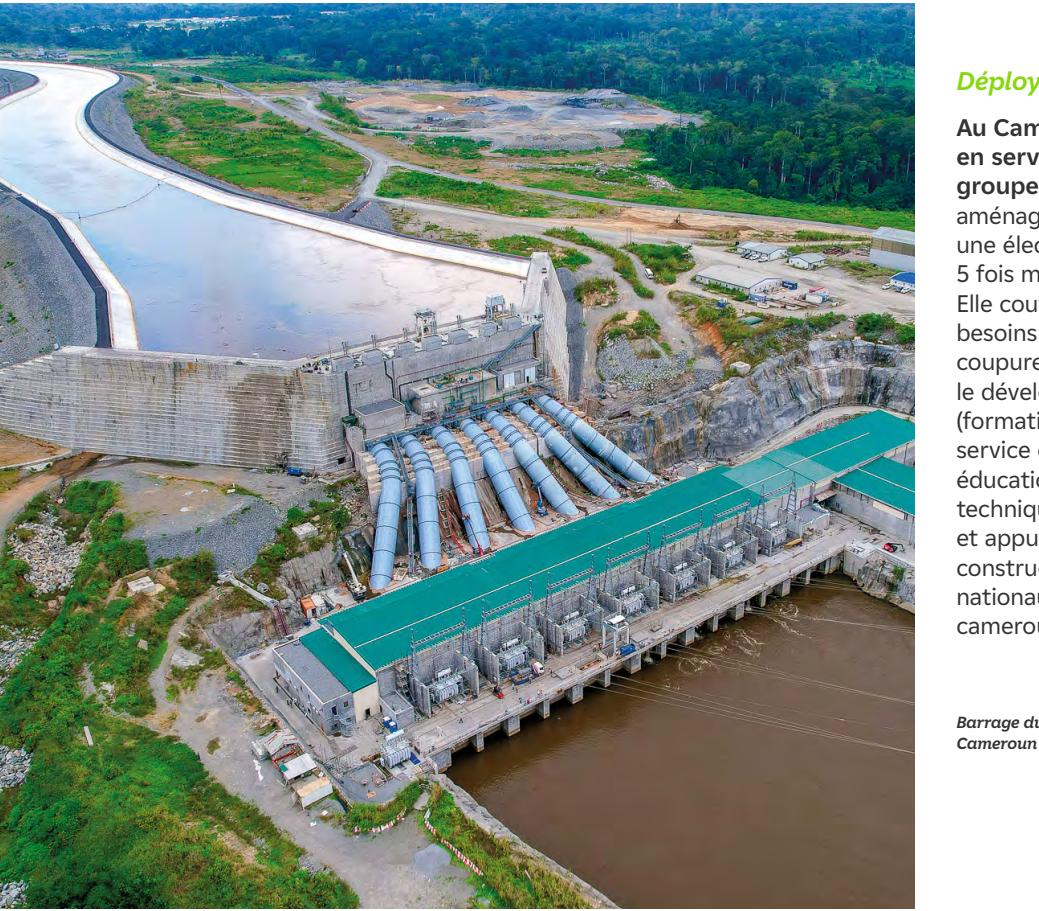
un changement de paradigme qui s'opère. Les

territoires s'engagent dans l'économie circulaire.

Une démarche soutenue depuis longtemps par le groupe EDF, notamment à travers EDF Reutiliz, sa plateforme de réemploi ouverte aux collectivités associations et entreprises externes qui donne une seconde vie aux matériels et matériaux dont EDF n'a plus l'usage. Appliquée à la zone industrialo-portuaire de Dunkerque, territoire qui à lui seul représente 20 % des émissions industrielles de CO₂ en France, la démarche d'économie circulaire EPIFLEX développée par les chercheurs de la R&D d'EDF permet d'identifier des gains environnementaux (réduction de l'impact des sites industriels sur les ressources utilisées, réduction de la génération de déchets, réduction des émissions de CO₂...) et des gains économiques importants qui pourraient améliorer la compétitivité des sites. Son principe ? Mettre en symbiose les industries en transformant les déchets des uns en ressources pour les autres et créer un écosystème local vertueux, efficace et résilient, grâce aux infrastructures d'échanges. Valoriser 1,3 TWh de chaleur fatale permettrait d'éviter 43 000 tonnes de CO₂ par an et d'économiser 1,5 million de m³ d'eau.

TOUJOURS PLUS D'ÉCO-CITOYENNETÉ AVEC L'AMBITION « NICE VILLE VERTE »

À Nice, ce projet vise à prolonger la Coulée verte du Paillon de 8 hectares pour développer une véritable forêt en cœur de ville, nouveau poumon de fraîcheur et de bien-être pour tous. Il illustre la transition écologique et sociale du territoire : par la sensibilisation des habitants (ateliers, conférences, newsletters), par des clauses d'insertion professionnelle pour les personnes en recherche d'emploi, et par la création d'un baromètre métropolitain de la transition écologique. L'économie circulaire est également mise en avant lors des travaux, avec l'objectif de réduire les déchets et de valoriser les matériaux.



Déployer des projets à fort impact local

Au Cameroun, la centrale hydraulique de Nachtigal, mise en service en mai 2025, témoigne des engagements du groupe EDF dans la transition énergétique. C'est le plus grand aménagement hydroélectrique dans le pays qui permet un accès à une électricité plus abondante, bas carbone et compétitive, jusqu'à 5 fois moins chère que certaines centrales thermiques du pays. Elle couvre 30 % des besoins énergétiques du pays et répond aux besoins de millions d'industriels et de particuliers pour réduire les coupures d'électricité. Mais ce n'est pas tout. Elle a aussi accéléré le développement socio-économique de la région : accès à l'eau (formation de 165 personnes), accès à la santé (construction d'un service de radiologie et dotation d'une ambulance médicalisée), éducation (construction de 9 salles de classe et de 3 ateliers techniques), activités génératrices de revenus (44 boutiques et appui à 20 associations de femmes). Pendant la phase de construction, 1 004 travailleurs ont été recrutés, dont 93 % de nationaux et 12 % de femmes. Aujourd'hui, 90 % des salariés sont camerounais.

Barrage du Nachtigal,
Cameroun

30 % des besoins énergétiques du pays sont couverts par la centrale hydraulique de Nachtigal



FOURNISSEURS

NOUS CROYONS DANS LA FORCE DU COLLECTIF pour transformer les pratiques

Le dialogue constant avec les fournisseurs vise à les accompagner sur des sujets essentiels tels que l'intégration des démarches RSE dans leurs pratiques.

Démultiplier les actions RSE en accompagnant le réseau

Le Club Fournisseurs¹ a été lancé en 2023 pour regrouper les fournisseurs par filière industrielle sur les enjeux de décarbonation et préservation de la ressource en eau. Les ateliers collaboratifs permettent d'échanger sur les trajectoires et d'identifier les leviers efficents à soutenir.

En Italie, Edison a créé une Académie des Achats Durables en 2024, plateforme d'apprentissage en ligne, en réponse au besoin exprimé directement par les fournisseurs eux-mêmes. Elle propose des outils pratiques sur les concepts clés de la durabilité et s'articule autour de deux axes principaux : des

aperçus thématiques, avec des sections consacrées à des sujets tels que l'environnement, les droits de l'homme, la gouvernance et la réglementation et une plongée dans la politique de développement durable d'Edison. Le certificat final délivré reconnaît l'engagement des fournisseurs en faveur du développement durable.



95,4 %
taux d'achat territorial¹ en 2024
(+ 1,1 % versus 2023)

1. Périmètre Groupe



DES INITIATIVES INNOVANTES
POUR DES PARTENARIATS
GAGNANT-GAGNANT

À la DCN EDF SA (Direction du Combustible Nucléaire), une approche innovante baptisée On Deck (Sur le pont pour décarboner ensemble le cycle du combustible) a été créée pour susciter l'adhésion des fournisseurs à une trajectoire de décarbonation. Adhésion d'autant plus capitale que la DCN n'exploite aucune installation industrielle du cycle du combustible. Fruit d'ateliers collaboratifs pour identifier des objectifs réalisables et atteignables, des clauses d'engagement de réduction des gaz à effet de serre ont été introduites dans les contrats avec déclenchement de bonus si atteinte de l'objectif. Avec les transporteurs, des partenariats de productivité ont été noués. Un travail commun qui a depuis été porté au sein de la filière nucléaire française et mondiale en vue de l'amplifier.

DIA- LOGUER

avec les parties prenantes



LA CONCERTATION EST UN *levier* de réussite de la transition

Le groupe EDF coopère avec la diversité de ses parties prenantes dans le cadre d'un dialogue ouvert et dans un cadre formalisé.

Structurer le dialogue social avec les représentants du personnel

Les instances représentatives du personnel, en particulier le Comité Social et Economique Central (CSEC), les Comités Sociaux et Economiques (CSE) et le CEE (Comité d'Entreprise Européen) sont, en France, des lieux de dialogue et de concertation reconnus au sein du groupe EDF. De nombreux sujets stratégiques y sont abordés, parmi lesquels le projet d'entreprise Ambitions 2035 lancé en septembre 2024 ou la négociation du nouvel Accord-cadre mondial sur la Responsabilité Sociale et Environnementale 2025-2030.

L'Accord-cadre mondial RSE

C'est le 4^{ème} accord depuis 2005. Il a été signé le 27 janvier 2025 par le groupe EDF, les fédérations syndicales mondiales (IndustriALL Global Union et Public Services International) ainsi que 18 organisations syndicales représentant les salariés du Groupe. Fruit d'un dialogue riche avec les signataires, il les fédère autour d'un socle de principes fondamentaux communs à toutes les sociétés du Groupe et fondés sur les valeurs d'EDF.

C'est un cadre de repères actualisé pour les politiques sociales et sociétales qui intègre les évolutions liées aux nouvelles préoccupations telles que la transition juste, le devoir de vigilance ou la transformation numérique. Le Groupe s'est par ailleurs engagé à le faire connaître auprès de ses 191 444 salariés, ses partenaires et ses fournisseurs.



ENTRETIEN AVEC ESTELLE
DEVOS-DEWAELE

Secrétaire du Comité Mondial de Dialogue sur la Responsabilité Sociale et Environnementale du Groupe

Je suis convaincue qu'une gouvernance solide, complétée d'engagements individuels et collectifs, est indispensable pour faire vivre l'accord. Le Comité de Dialogue sur la Responsabilité Sociale et Environnementale dont je suis la Secrétaire depuis février 2025 joue un rôle déterminant dans le suivi de la bonne application de ce socle commun, dans toutes les sociétés du Groupe. Il intègre la Direction d'EDF et 20 représentants d'organisations ou fédérations syndicales qui ont tous un engagement sincère et une expertise spécifique. Nous sommes aujourd'hui 25 membres - français, allemand, anglais, italien, belge, polonais, chinois et brésilien,

représentatifs des différentes filiales et pays - mais nous avons l'ambition d'accueillir un représentant pour l'Amérique du Nord et un autre pour l'Afrique-Moyen-Orient. Le Comité joue un rôle proactif en tant que relais d'information, organe de veille sur les progrès, suivis par des indicateurs annuels, mais aussi comme instance d'alerte, processus dans lesquels je suis personnellement très impliquée. Ce rôle stratégique est bien sûr associé à une recherche de résultats concrets. Pour l'appuyer dans cette ambition, et cela est une nouveauté de l'Accord 2025-2030, le Comité a désormais la possibilité d'organiser une visite terrain chaque année afin d'observer les pratiques RSE mises en œuvre dans l'une des sociétés du Groupe ou sur le site d'un projet

industriel en cours de développement. Durant les mandatures précédentes, nous avions émis des alertes sur les droits humains pour des projets en Birmanie, au Mexique, ou encore dernièrement en Arabie Saoudite, alertes qui se sont conclues par le retrait du groupe EDF de ces projets. Le Comité a donc une véritable plus-value et l'ensemble de nos travaux nourrit également le plan de vigilance.

Je suis fière d'être la première femme à la tête du Comité mondial RSE du Groupe EDF et de contribuer à cette dynamique collective !

La transition juste était déjà un sujet émergent en 2018, date de notre précédent accord, mais nous avons acquis collectivement une plus grande maturité sur ce sujet. C'est la raison pour laquelle il chapeaute désormais l'Accord 2025-2030, en tant que sujet transverse.



Relever les défis sociétaux avec la société civile

Plusieurs panels d'experts issus de la société civile apportent un regard extérieur sur les orientations stratégiques du groupe EDF.

→ **Le Conseil de Parties Prenantes, collectif multidisciplinaire paritaire et bénévol, composé de 11 membres aux profils variés, est une instance privilégiée pour relayer les attentes de la société. Cette démarche de co-construction se déploie en région avec des Conseils de Parties Prenantes territoriaux. Le Conseil de Parties Prenantes de Bretagne par exemple, présidé par le Directeur de l'Action Régionale d'EDF en Bretagne, réunit 3 fois par an ses membres choisis pour la diversité de leur sensibilité (économique, sociale, associative, académique) tant pour orienter l'action du Groupe que pour recueillir les attentes des citoyens.**

→ **Le Conseil Scientifique, composé de 19 membres dont 17 membres extérieurs représentatifs de différentes spécialités, donne son avis et ses préconisations sur les programmes de recherche R&D.**

Favoriser le dialogue sociétal autour des projets

Le dialogue et la concertation sont initiés le plus en amont possible des projets pour créer les meilleures conditions d'accueil.

À Montézic où EDF prépare la construction d'une nouvelle usine près de l'existante afin d'augmenter la puissance des stations de transfert d'énergie par pompage (STEP), le dialogue territorial « Parlons Montézic 2 » réunissant les partenaires, collectivités publiques et riverains a débuté en octobre 2023. Les groupes de travail, formés en 2024, se réunissent régulièrement pour traiter 4 sujets : les logements, les services de proximité, le tourisme et le traitement des matériaux d'extraction. Pour concilier efficacité technique et responsabilité, le groupe EDF œuvre de manière coordonnée avec l'ensemble des parties prenantes du territoire, les services de l'Etat, les élus, associations, riverains et acteurs économiques locaux.



Retenue supérieure de la station de transfert d'énergie par pompage de Montézic

Mobiliser l'interne par des réseaux d'intelligence collective

Au sein du groupe EDF, des initiatives spontanées émergent comme le collectif Rhizome, qui réunit déjà 1 800 collaborateurs autour des enjeux écologiques. Espace de débat et de diffusion de bonnes pratiques, il rassemble des salariés engagés pour la transition écologique. En complémentarité avec la stratégie RSE du Groupe, le collectif développe des actions concrètes de terrain comme la création d'un réseau de cyclistes pour encourager les salariés à adopter la mobilité douce, la promotion d'une alimentation végétarienne dans les restaurants d'entreprises ou des ateliers de réparation comme à Lyon. Le Rhizome s'inscrit également dans le réseau « Les Collectifs », qui regroupe 120 collectifs similaires de salariés d'entreprises qui valorisent leurs actions via l'Atlas des Actions afin d'inspirer d'autres salariés.



Et parce que c'est eux qui en parlent le mieux, le réseau EDF c'est moi, fort de 3 000 membres volontaires issus de tous les métiers, se mobilise pour porter les messages du Groupe auprès de ses parties prenantes internes et externes lors de rencontres, salons, interventions en école, sur les réseaux sociaux... Ses objectifs principaux : attirer les jeunes vers les métiers de l'énergie et renforcer la proximité du Groupe avec les Français.



Autre démarche d'intelligence collective, le dispositif ETRE (En Toute Raison d'Être), conçu par la Direction Impact et Parlons Énergies.

Son objectif : évaluer l'alignement d'un projet à forte enjeux RSE avec la Raison d'Être du Groupe.

Des projets tels que Technocentre (installation de valorisation de métaux très faiblement radioactifs à Fessenheim) et EPR2 à proximité de Bugey se sont appuyés sur ce dispositif.

En se basant sur les sciences cognitives et sociales et en mobilisant des salariés volontaires, ETRE offre une photographie du projet par rapport aux enjeux RSE et des pistes d'amélioration. Ce dispositif contribue à la fois à renforcer un projet sur les enjeux RSE et à l'appropriation de la Raison d'Être par les salariés.



CONTRIBUER

à une transformation
systémique



Parce que le Groupe s'engage à accélérer la décarbonation et à œuvrer en faveur d'une transition juste, son modèle financier doit être conçu pour soutenir ses ambitions dans la durée. La finance durable permet de mobiliser les capitaux nécessaires aux investissements massifs qu'exige la transition énergétique, en maîtrisant les coûts et les risques.

Entre 2013 et 2024, le groupe EDF a émis l'équivalent de 16 milliards d'euros de *Green Bonds* ou obligations vertes. Ces obligations vertes financent des projets éligibles définis dans le *Green Financing Framework* d'EDF. Sa plus récente mise à jour date de 2025 ; elle répondait au besoin de l'élargir et recouvrir à la fois les activités alignées à la taxonomie européenne (système de classification des activités économiques permettant d'identifier celles qui sont

durables sur le plan environnemental) et les projets nucléaires au Royaume-Uni. Pour la première fois en 2024, le Groupe a contracté des prêts bancaires verts dédiés à financer l'extension de la durée de vie de ses réacteurs nucléaires. En lien avec sa Raison d'Être et les référentiels *Social Bond Principles* et *Sustainability Bond Guidelines*, le groupe EDF a aussi émis des Obligations sociales hybrides dédiées aux financements de projets éligibles au titre des investissements engagés en passant commande auprès de PME pour développer l'emploi local.



SOUTENIR LA TRANSITION par l'innovation financière

INTERVIEW CROISÉE

Nick Robins, professeur en finance durable, directeur du Laboratoire de transition juste, Grantham Research Institute, London School of Economics and Political Science

Carine de Boissezon, directrice de la Direction Impact, groupe EDF





Transition Juste et finance, une histoire récente ?

NR : Les investisseurs institutionnels ont vraiment commencé à reconnaître l'importance de la transition juste après l'Accord de Paris, à partir de 2018 environ. Aujourd'hui, plus de 600 investisseurs ont intégré la transition juste dans leur évaluation de la performance net zéro des entreprises, par le biais de l'initiative *Climate Action 100+* par exemple. L'engagement des actionnaires reste le principal outil pour faire passer le message aux investisseurs sur la nécessité d'intégrer les risques et les opportunités sociales dans les plans climatiques des entreprises, en s'étendant des secteurs industriels clés tels que l'énergie aux banques ainsi qu'aux gouvernements par le biais d'un engagement autour des obligations souveraines. Et les entreprises réagissent : près de 40 % des grandes entreprises à forte intensité carbone prennent des mesures, même si seulement 1 % d'entre elles ont une approche globale de la transition juste, selon CA100+.

« L'un des principaux défis consiste à élaborer une définition commune de la transition juste, ainsi que des cadres communs pour la diffusion d'informations. »

Nick Robins

CDB : J'ai été particulièrement interpellée par le changement radical d'approche des investisseurs autour de nos enjeux sociaux. Avant la crise COVID, peu d'entre eux nous interrogeaient sur la formation, les reconversions ou le dialogue social ; c'était même souvent considéré comme des dépenses superflues ou source de rigidité dans la gouvernance. La concomitance de la crise COVID et des Gilets Jaunes en France a permis de créer un tout autre dialogue, en particulier avec la coalition *Climate Action 100+*. Les travaux académiques menés par la LSE (*The London School of Economics and Political Science*) et Nick ont aussi contribué à la prise de conscience que sans justice sociale et prise en compte des communautés affectées, la transition serait rejetée, en particulier dans le secteur énergétique... Cela nous a permis de mieux valoriser tout ce que le Groupe avait entrepris depuis plus de 20 ans : que ce soit autour de la fermeture des actifs thermiques en particulier en France, notre gouvernance spécifique avec 1/3 de représentants du personnel au Conseil d'Administration ou encore les nombreux accords mondiaux RSE signés avec l'ensemble des organisations syndicales dans le monde.

« Si rien n'est correctement anticipé, on passe non seulement d'un enjeu d'actifs échoués à celui de "travailleurs échoués". »

Carine de Boissezon



Finance « as usual » et transition juste, un modèle d'avenir ?

NR : Les institutions financières et les entreprises ont hésité à assumer la responsabilité des implications sociales de la neutralité carbone. Cependant, cette approche non interventionniste ne fonctionnera plus, car nous constatons une inquiétude croissante quant au risque que certaines communautés soient laissées pour compte ou ne bénéficient pas équitablement de la transition énergétique. Nous devons donc convenir qu'une transformation du système financier pour atteindre les objectifs climatiques et sociaux est désormais nécessaire. Cela implique de passer de quelques exemples de bonnes pratiques à des normes et règles communes qui font de la transition juste une pratique courante, grâce à une combinaison de cadres volontaires, de règles de marché et de politiques gouvernementales. Veiller à ce que les travailleurs, les communautés et les consommateurs soient correctement intégrés dans les plans de transition obligatoires des entreprises est une voie à suivre. Une autre consiste à inciter les investisseurs à impact à faire pression pour que soient mises en place des approches structurelles spécifiques qui soutiennent les travailleurs, les communautés et les consommateurs, tout en offrant des rendements attractifs. Les banques centrales et les régulateurs financiers pourraient également évaluer l'importance des risques sociaux pour la stabilité du système.



CDB : L'éléphant au milieu du couloir est de pouvoir compter ce qui compte vraiment. Qu'il s'agisse du capital naturel ou du capital humain, nous ne savons pas toujours évaluer les externalités négatives, en particulier notre dette vis-à-vis de la nature. Il est plus facile pour un investisseur de financer des projets verts que la conversion ou la fermeture de centrales thermiques. Il en va de même pour l'adaptation au changement climatique, car il faut investir aujourd'hui pour un coût futur probabilisé. Enfin, il est essentiel d'affronter la complexité : les emplois créés par la transition verte ne sont pas forcément là où les fermetures de sites ont lieu. Les projections de mix énergétique sur un fichier excel ne se traduisent pas forcément simplement dans la réalité physique d'un système électrique, comme le *black out* en Espagne l'a démontré récemment.

Comment accélérer les progrès vers une transition juste ?

NR : Nous savons que les investissements dans les énergies propres sans programme de gestion sociale complet pourraient se heurter à une opposition entraînant des retards et des coûts supplémentaires que l'action climatique ne peut se permettre. Pour progresser, nous avons besoin que les gouvernements conçoivent des programmes de transition juste dans le cadre de leurs plans nationaux pour le climat couvrant la politique industrielle, les marchés du travail, les compétences et l'éducation, la politique régionale ainsi que les mesures fiscales et les incitations. Les banques nationales et multilatérales de développement, telles

« La priorité doit être donnée à l'augmentation des flux de financements abordables vers les pays en développement où les besoins d'investissement sont les plus importants et les impacts climatiques les plus graves. C'est un enjeu que la COP30 doit relever. »

Nick Robins

que la BEI et la BERD, ont un rôle clé à jouer pour réaliser la première vague d'investissements dans les zones touchées, en mobilisant des capitaux privés, souvent par le biais de mécanismes de financement mixtes. Et nous avons besoin que les entreprises placent la gestion des risques et des opportunités sociales au cœur de leurs plans de transition, en s'appuyant sur un dialogue social fort avec leurs salariés et sur une véritable consultation des communautés concernées, dans le respect des droits humains universels. Les investissements doivent également être orientés vers des initiatives spécifiques de transition juste dans tous les secteurs, qui peuvent être financées par exemple par l'émission d'une nouvelle génération d'obligations et de prêts verts, sociaux, durables ou liés à la durabilité.

CDB : Pour une entreprise comme EDF, premier producteur mondial d'électricité sans émission directe de CO₂, l'un des freins à l'électrification qu'il nous faut lever est celui de la précarité énergétique. Face à des budgets contraints ou des tensions sociales, le risque climatique passera toujours en second. Il est donc essentiel de continuer à innover comme nous l'avons fait avec l'ONG Ashoka qui nous a permis de nouer des partenariats avec des entrepreneurs sociaux qui travaillent sur les causes profondes de la précarité. Après Réseau Eco Habitat et Voisins Malin, nous venons de lancer une expérimentation avec CRÉSUS sur les enjeux du surendettement.

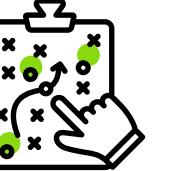


« Comme le suggèrent les travaux de l'Iddri, nous devons inverser la maxime classique “quand on veut on peut” par “quand on peut, on veut” pour aider nos clients à faire la transition. »

Carine de Boissezon



54
Fédérer autour d'une ambition RSE
Pour réaliser une transition énergétique durable, il est essentiel que les parties prenantes partagent une compréhension commune de ce qu'elle signifie et des voies pour y parvenir. Le groupe EDF contribue activement aux coalitions sectorielles et s'inscrit dans différentes initiatives structurantes en faveur du climat. A titre d'exemple, il a soutenu la création de l'alliance *Utilities for Net Zero* en tant que membre fondateur. Ses dirigeants participent également aux parcours territoriaux et sectoriels (finance, industrie) de la Convention des Entreprises pour le Climat pour transformer les modèles d'affaires vers des modèles économiques



régénératifs. Son plaidoyer climatique est reconnu : en 2024, *InfluenceMap* a classé le groupe EDF parmi les 41 entreprises mondiales leaders de l'action climatique.

Evaluer les progrès réalisés, un gage de transparence

Dans un contexte où la transparence devient un sujet central, les attentes vis-à-vis des entreprises évoluent. Elles concernent non seulement les actions de lobbying climatiques mais aussi le lobbying sur les actions sociales. Le groupe EDF a ainsi été évalué par le *Social LobbyMap* qui analyse l'influence des entreprises sur les politiques relatives aux droits humains à l'échelle mondiale. En

tant que signataire du Pacte Mondial des Nations Unies, le groupe EDF publie chaque année un état des lieux de la mise en œuvre des Dix Principes et de sa contribution à l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable. C'est la Communication sur le Progrès qui permet de mesurer, en lien avec les objectifs de transition juste, la progression des ODD sur plusieurs thématiques : l'énergie propre et abordable (ODD 7), l'égalité de genre (ODD 5), le travail décent et la croissance économique (ODD 8), la production et la consommation responsables (ODD 12) et bien sûr l'action pour le climat (ODD 13). Partager des données concrètes et chiffrées est essentiel pour plaider en faveur d'une transition juste et fédérer un large écosystème.



POUR ALLER PLUS LOIN

INFLUENCEMAP : <https://influencemap.org/briefing/Global-Leaders-in-Climate-Policy-Engagement-2024-29339>



SOCIALLOBYMAP

<https://sociallobbymap.org/methodology/>



World
Benchmarking
Alliance

EDF classée 4^{ème} du Electric Utilities Benchmark qui mesure les performances climat et sociales (sur 68 utilities) - benchmark 2023



EDF 2^{ème} utility du Social Benchmark, dans le top 5 des 2 000 entreprises du benchmark - 2024

THE TIMES

EDF 6^{ème} entreprise du classement Times/Statistica des entreprises qui changent le monde et 1^{ère} des utilities en 2024.

EDF 1^{er} grand Groupe à publier son *Impact Score* a reçu la note de 83/100 en 2025.



GLOSSAIRE

Accord-cadre mondial sur la Responsabilité Sociale et Environnementale

Signé pour une durée de 5 ans, il fixe depuis 2005 un socle commun d'engagements à toutes les entreprises et salariés du groupe EDF pour assurer le respect des droits humains et renforcer les engagements d'EDF en matière sociale et environnementale.

Achats responsables

Politique d'achat qui vise à limiter les impacts négatifs d'une entreprise sur la société et l'environnement.

Design régénératif

Recherche d'un impact positif sur l'environnement et la société au-delà de la neutralité carbone. La régénération va donc plus loin que la circularité et l'écoresponsabilité en

contribuant à restaurer l'environnement.

Devoir de vigilance

La loi française n° 2017-399 du 27 mars 2017 a introduit l'obligation pour les entreprises donneuses d'ordre d'établir et de mettre en œuvre un plan de vigilance pour prévenir les risques sociaux, environnementaux et de gouvernance liés à leurs opérations.

L'Union européenne s'est également dotée d'une directive sur le devoir de vigilance européen, ou CSDDD / CS3D.

Electrification des usages

Levier central de la transition énergétique, indispensable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et atteindre la neutralité carbone.

Obligations sociales

Selon l'*International Capital Market Association (ICMA)*, les obligations sociales sont des « obligations dont le produit de l'émission est exclusivement utilisé pour financer ou refinancer, partiellement ou en totalité, des projets sociaux nouveaux et/ou en cours. On les distingue des obligations vertes, instruments de dette conçus pour lever des fonds afin de financer des projets ayant un impact positif sur l'environnement tels que des infrastructures d'énergie renouvelable.

ODD (Objectifs de Développement Durable)

Liste des 17 priorités à l'horizon 2030 établies en 2015 par les Nations Unies pour lutter contre les inégalités et faire face au

changement climatique. Le huitième objectif reconnaît l'importance d'une croissance économique soutenue, partagée et durable afin d'offrir à chacun un emploi décent et de qualité.

Plan de vigilance

Référentiel qui rassemble les exigences, engagements et actions du groupe EDF vis-à-vis de ses relations d'affaires en matière de respect des droits humains et libertés fondamentales,

de protection de l'environnement, de préservation de la santé et sécurité des personnes, d'éthique des affaires.

Responsabilité territoriale des entreprises

Notion émergente issue des milieux

universitaires qui vise à harmoniser les intérêts des entreprises avec ceux de la communauté locale. Pour favoriser un développement équilibré et bénéfique pour tous les acteurs, les entreprises sont invitées à s'investir dans le développement des territoires où elles opèrent.

Elle intègre une dimension collective et coopérative.

Transformation systémique

Changement en profondeur des structures, des règles et des interactions d'un système afin de le rendre plus durable, équitable et résilient.

Elle agit simultanément sur les dimensions économiques, sociales, environnementales et institutionnelles, en repensant les

logiques globales de fonctionnement.

Transition Juste

Selon la définition de l'OIT « La transition juste pour tous vers une économie écologiquement durable doit contribuer à la réalisation des objectifs du travail décent pour tous, de l'insertion sociale et de l'éradication de la pauvreté ». Alors que le concept est maintenant largement utilisé pour plaider en faveur de la justice sociale et de l'équité dans l'action climatique, il n'existe pas de définition universellement acceptée.





Direction Impact

Novembre 2025. Conseil et conception graphique : www.agencebetsy.fr
Crédits photos : EDF ©G.Doucet (P.3), ©Gettyimages (P.5), EDF ©M.Colin, Capa Pictures ©C.Ayesta (P.8), EDF ©P-A Pluquet (P.11), EDF ©B.Conty (P.13), Capa Pictures ©M.Genel (P.14), EDF ©J.M Lecerf (P.15), ©Shutterstock (P.17), Capa Pictures ©X.Popy (P.18), Agence Vu' ©G.Besana (P.20), ©Framatome (P.21), ©Eiffage H.Piraud (P.24), ©Dalkia (P.25), ©EDF power solutions (P.26-27), EDF ©EPA C.Blumberg (P.26), ©Enedis (P.29), ©EDF power solutions (P.31), ©Framatome (P.34), ©EDF (P.35), EDF ©Adélaïde Maisonabe/ Nuukphotographies, ©J.Janne (P.36), EDF ©PWP D.Marc (P.37), ©Rhizomex, ©EDF Energy (P.38), ©AXYZ pour Alexandre Chemetoff & associés, Carrilho da Graça arquitectos (P.39), ©EDF power solutions (P.40), EDF ©L.Pellerin/REA (P.41), EDF ©J.Millet (P.43), ©EDF (P.44) ©P.Soissons (P.46), ©EDF power solutions (P.49), ©F.Durand (P.50), ©Gettyimages (P.51), ©EDF power solutions (P.52), EDF ©P.Grollier (P.53), EDF ©C.Blumberg (P.55), EDF ©S.Jayet Agence REA (P.57), EDF ©G.Besana/Agence Vu' © Marie Genel/CAPA PICTURES (P.58)



La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par  DocAxess